

**Appel à communications
Colloque international
27-28-29 mai 2015**

**Aménagement des villes et mobilisations sociales du Moyen Âge à nos jours
(Europe, mondes coloniaux)**

En mai 2013, une cinquantaine de riverains de la place Taksim à Istanbul décident d'occuper pacifiquement la place pour s'opposer à un projet d'aménagement induisant la suppression du parc Gezi et la construction d'un centre commercial. Le mouvement prend rapidement une ampleur nationale et est relayé par les médias occidentaux qui l'apparentent aux mobilisations de la place Tahrir au Caire (2010-2013) ou aux mouvements Occupy (Kuala Lumpur, San Francisco, Wall Street, Montréal, etc.). L'amalgame des mouvements sociaux urbains contemporains occulte leur complexité et ne permet guère au final de les comprendre. Comme l'urbanisme, les mobilisations urbaines ont une histoire probablement beaucoup plus longue qui mérite d'être convoquée en miroir des mouvements sociaux urbains de toute époque.

Ce colloque abordera les diverses formes de mobilisations collectives qui ont pris les villes de toute importance comme objet depuis le Moyen Âge, en Europe et dans les mondes coloniaux. A partir d'études de cas, fondées sur une enquête empirique qui mettra en valeur la diversité des corpus mobilisables, il s'agit de cerner les relations sociales qui s'élaborent au moment où divers groupes sociaux – dont il faudra définir les caractéristiques – voient l'espace matériel dans lequel ils s'inscrivent se modifier, ou quand au contraire, ils s'engagent en faveur de transformations alternatives. On veillera à contextualiser les notions utilisées, depuis « l'aménagement » jusqu'aux « politiques publiques » dont les protagonistes et les cadres d'expériences varient d'une époque à l'autre.

Ces mobilisations peuvent prendre plusieurs significations (défense active ou résistance), emprunter plusieurs formes ou répertoires d'action (requêtes, pétitions, procès, occupations, rondes, manifestations, émeutes) et viser divers types d'aménagements urbains : alignements, dégagements, transports, circulation, construction, rénovation urbaine, assainissement, installation ou déplacement d'équipements divers (usines, cimetière, prisons, hypermarchés). Elles peuvent susciter des organisations *ad hoc* (associations, comités de défense) ou réactualiser des groupements antérieurs (corporations, syndicats). Enfin, elles sont prises en charge et animées par une grande diversité d'acteurs qui interviennent à des échelles variées selon leur horizon d'attente et leurs moyens d'action.

Déployé sur la longue durée, le colloque historicisera les résistances et les remises en cause de ce qui est souvent perçu, ou affirmé, comme un geste de « modernisation », et les communications identifieront et spécifieront différents modes de construction des actions, enjeux, groupes et espaces matériels impliqués, à la lumière des exemples développés. Il s'agira de mettre en valeur les dynamiques à l'œuvre et les intérêts et représentations partagés ou conflictuels qui président à ces mobilisations. L'approche par la dimension spatiale est légitimée par la manière dont les acteurs revendiquent la cause pour laquelle ils s'unissent : ils désignent un espace ou l'échelle locale comme l'enjeu de leur mobilisation. Pour autant, cet ancrage dans l'espace ne correspond pas nécessairement à une attache physique – résidence ou lieu de travail – et peut revêtir d'autres formes d'appartenance.

La comparaison entre plusieurs études de cas montrera la façon dont les populations envisagent ces transformations urbaines, entre attente et résistance, et comment ces mobilisations urbaines ont pris forme et utilisé un éventail d'arguments très riche (héritages urbains, modernisation, insalubrité, mal logement, appartenance locale) qu'il faudra rapporter aux réalités sociales et rapports de force politiques. On pourra également aborder les effets et les conséquences des mobilisations que ce soit directement sur l'objet de la mobilisation ou dans un rayon politique ou social plus large. A cet égard, on sera sensible à l'articulation des temporalités, décalage ou simultanéité entre mobilisation et élaboration ou mise en œuvre des projets.

Si le motif explicite de la mobilisation semble inscrit dans l'espace circonscrit de la ville, la diversité des motivations qui dessinent plusieurs cercles d'acteurs critiquant ou contestant un aménagement urbain, revendiquant ou initiant des aménagements alternatifs, invite à aborder les mobilisations comme les formes locales, parfois occultées, d'une remise en cause plus globale des transformations sociales. Se pose à cet égard, la question de la signification politique de ces combats et le questionnement sera aussi l'occasion de donner de la consistance au « politique » et d'appréhender les différents contextes et les temporalités de la territorialisation des questions sociales.

Parmi les angles d'analyse envisagés on peut citer : les interactions entre mobilisations et aménagements urbains, les usages des enquêtes, l'articulation entre mobilisations sociales et description savante ou médiatique, les formes du conflit ou de la négociation, l'analyse des groupes qui se mobilisent.

On écartera les propositions qui s'en tiennent à une simple instrumentalisation de la ville pour décrire une lutte sociale, la ville ne devenant qu'un cadre d'action (par exemple les révolutions de 1848 ou le printemps arabe). De même la question de l'articulation entre l'attachement au passé (à la forme ancienne de la ville et de ses sociabilités) et une éventuelle affirmation identitaire devra être documentée et analysée, et non simplement postulée.

Le colloque privilégiera des communications inscrites dans une histoire sociale, attentive aux pratiques des acteurs de tous ordres, et qui ne s'en tiennent pas aux discours (des aménageurs ou des pouvoirs). Les circulations entre pratiques et idées seront bienvenues.

En choisissant la longue durée, le colloque permettra de dénaturer la question de l'aménagement urbain qui s'inscrit toujours dans un contexte – qu'on pourra décrire à plusieurs échelles d'action et de décision – propre à chaque époque.

Le colloque se tiendra sur trois jours à l'EHESS, Paris I et Marne-la-Vallée.

Comité d'organisation :

Isabelle Backouche (EHESS/CRH), Annie Fourcaut (Université de Paris I/CHS), Nicolas Lyon-Caen (CNRS/CRHQ), Nathalie Montel (Université de Paris-Est Marne-la-Vallée/LATTS), Valérie Theis (Université de Paris-Est Marne-la-Vallée/ACP), Loïc Vadelorge (Université de Paris-Est Marne-la-Vallée/ACP), Charlotte Vorms (Université de Paris I/CHS).

Comité scientifique :

Thierry Allain (Université de Montpellier 3), Sylvie Aprile (Université de Lille 3), Francesco Bartolini (Université de Macerata), Christoph Bernhardt (Erkner/Leibniz-IRS), Patrick Boucheron (Université de Paris I/LAMOP), Vanessa Caru (EHESS/CEIAS), María Castrillo Romón (Université de Valladolid), Olivier Chatelan (Lyon/LARHRA), Sylvie Fol (Université de Paris I/Geo-Cité), David Garrioch (Université Monash), Isabelle Grangaud (CNRS/IREMAM),

Simon Gunn (Université de Leicester), Renaud Le Goix (Université de Paris I/Geo-Cité), Susanna Magri (CNRS), Pierre Monnet (EHESS-IFHA), Vincent Milliot (Université de Caen/CRHQ), Frédéric Moret (Université de Paris-Est Marne-la-Vallée/ACP), Hélène Noizet (Université de Paris I/LAMOP), Fabrice Ripoll (Université Paris Est Créteil Val-de-Marne/Lab'Urba), Thibault Tellier (Université de Lille 3/IRHiS), Danièle Voldman (CNRS).

Les propositions de communications devront impérativement parvenir avant le 15 mai 2014 sous forme d'une page au maximum décrivant la problématique, le terrain d'enquête et/ou le corpus de sources utilisé. Elles devront être écrites en français ou en anglais.

Vous préciserez votre rattachement institutionnel et votre adresse électronique afin que le comité d'organisation puisse vous rendre réponse à la fin du mois de juin 2014.

Les résumés sont à envoyer à Diane Carron, EHESS/CRH : diane.carron@ehess.fr